



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALES/21837
3 octobre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Lettre datée du 2 octobre 1990, adressée au Président du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent de la Tchécoslovaquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de réaffirmer que la République fédérale tchèque et slovaque appuie sans réserve et observe strictement toutes les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la situation entre l'Iraq et le Koweït. Comme il a été indiqué précédemment, le Gouvernement a pris les mesures voulues pour que toutes les institutions et organisations tchèques et slovaques respectent intégralement les dispositions de ces résolutions.

Toutefois, cette position de solidarité avec la communauté internationale contre la violation flagrante par l'Iraq de la Charte des Nations Unies et des autres règles du droit international a des répercussions considérables sur l'économie tchécoslovaque. Alors que le pays est sur la voie de la transformation démocratique sur le plan social et de réformes économiques fondamentales, les préjudices croissants qu'il subit par suite de l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité font peser une menace sur le passage aux principes de l'économie de marché.

Comme indiqué dans la lettre du Ministre des affaires étrangères, M. Jirí Dienstbier (voir S/21750), le préjudice total est estimé à environ 2 milliards de dollars des Etats-Unis.

1. Préjudice économique direct

- A. Gel des encours de créances sur l'Iraq au 31 décembre 1990, soit au total 400 millions de dollars

Un contrat portant sur la livraison de pétrole en 1990 a déjà été conclu avec l'Iraq en compensation de créances s'élevant à 44 millions de dollars. En outre, l'Iraq était disposé à compenser le solde des encours de créances au moyen de livraisons de pétrole échelonnées (soit un montant supplémentaire de 100 millions de dollars pour 1990).

- B. Autres créances venant à échéance les années suivantes, soit au total 150 millions de dollars

C. Suspension des contrats déjà en vigueur, comme suit :

- Usine de construction mécanique à Daura, 82 millions de dollars;
- Usine d'isomérisation à Baiji, 18 millions de dollars;
- Usine de céramique à Ramadi, 42 millions de dollars;
- Raffinerie de pétrole à Stred, 185 millions de dollars;
- Usine de fabrication de pièces détachées pour tracteur, 45 millions de dollars;
- Autres contrats, 20 millions de dollars.

Le total des pertes ci-dessus subies par la Tchécoslovaquie s'élève à 392 millions de dollars (note : la plupart du matériel destiné aux opérations précitées a déjà été fabriqué).

D. Autres pertes directes non détaillées résultant de contrats qui en sont à un stade avancé de préparation, soit environ 300 millions de dollars.

Au total, le préjudice direct subi par l'économie tchécoslovaque s'élève à plus de 1,1 milliard de dollars.

2. Préjudice économique indirect

- A. Une augmentation de 1 dollar du prix du baril de pétrole représente une perte de 100 millions de dollars par an. Les pertes annuelles, pour la République fédérale tchèque et slovaque, peuvent donc être estimées à 400 à 600 millions de dollars au minimum.
- B. Les répercussions internes sur l'économie tchécoslovaque (y compris les éventuelles fermetures d'entreprises de production) sont estimées à environ 400 millions de dollars.

Au total, le préjudice indirect subi par l'économie tchécoslovaque s'élève donc à environ 1 milliard de dollars.

La Tchécoslovaquie compte que le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) formulera et présentera à très bref délai au Conseil de sécurité des recommandations qui permettront combler partiellement et concrètement les pertes subies par les pays les plus touchés.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Eduard FUKAN